MUTATIONS RURALES DANS LES ANCIENNES ZONES CAFEIERES DU SUD-CONGO (BOUENZA, LEKOUMOU ET NIARI)

MOUANDA NIAMBA GUY RODRIGUE ET BERTON-OFOUEME YOLANDE

rgmouanda@gmail.com et yolandeofouemeberton@gmail.com

Université Marien NGOUABI, BP : 69. Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines.

Résumé

Cet article présente une partie des résultats d'une étude menée dans le sud du Congo, en 2018 et 2019. L'objectif est d'identifier les transformations qui ont eu lieu dans les anciennes zones caféières situées dans cette partie du pays. Les données ont été collectées sur la base de la recherche documentaire et des enquêtes de terrain. L'échantillon choisi, de façon raisonnée, a porté sur 240 personnes (65 anciens producteurs de café, 20 descendants, 13 épouses d'anciens planteurs et 142 producteurs de cultures vivrières) réparties dans 15 localités. La recherche documentaire a été également réalisée. Les résultats de l'étude montrent que la caféiculture a été le principal moteur de l'économie des zones de production. Elle a favorisé l'introduction de la monnaie, le passage de l'agriculture d'autoconsommation à l'agriculture commerciale, la spécialisation de la production agricole, la conversion des hommes des activités traditionnelles à l'agriculture, l'ouverture des campagnes aux échanges commerciaux, l'amélioration des conditions de vie et la sédentarisation de la population. Cependant, cette culture a été abandonnée vers les années 1980, à la suite de la fermeture de l'Office du Café et du Cacao (OCC). L'abandon de cette culture a entrainé la chute des revenus et du pouvoir d'achat des populations, le chômage, l'exode rural, la faible ouverture des villages aux échanges, la reprise des cultures vivrières, la dégradation des conditions de vie de la population, le rôle important de la femme dans les exploitations agricoles.

***Mots clés** : Mutations rurales, caféiculture, sud du Congo.*

Abstract

This article presents part of the results of a study carried out in the south of the Congo in 2018 and 2019. The objective is to detect the transformations that have taken place in the former coffee growing areas located in this part of the country this part of the country. 240 people (65 former coffee producers, 20 descendants and 13 wives of former planters, 142 producers of food crops) from 15 localities were interviewed. Documentary research was also carried out. This study shows that coffee cultivation has been the main engine of the economy of the production areas. It encouraged the introduction of money, the transition from self-consumption agriculture to commercial agriculture, the specialization of agricultural production, the conversion of men from traditional activities to agriculture, the opening up of the countryside to trade, improvement of living conditions and sedentarization of the population. However, this culture was abandoned around the 1980s following the closure of the Coffee and Cocoa Office (CCO). The abandonment of this culture has led to a fall in the income and purchasing power of the populations, unemployment, the rural exodus, the weak opening of villages to trade, the resumption of food crops, the deterioration of living conditions the population, the important role of women on farms.

***Keywords:** Rural changes, coffee, southern Congo.*

Introduction

L'introduction et le développement des cultures de rente ont induit d'importantes transformations dans les zones rurales africaines (B. Vamena, 1982, p.603; A. Franqueville, 1984, p.435). Ces cultures ont été introduites à l'époque coloniale pour répondre aux besoins des industries européennes (J.L.Chaléard, 2003, p.269; P. Vennetier, 1966, p. 79). Le caféier est parmi les cultures qui ont bouleversé le monde rural africain. Il a été introduit par les colonisateurs européens. Cette culture a été largement adoptée par les populations à travers plusieurs mécanismes : imposition de payer l'impôt, proposition de produits manufacturés venant d'Europe, etc. Dans certaines zones rurales, la caféiculture était devenue la principale source de revenus des populations (G.H. Fongang Fouepe, 2008, p.8; H. Guetat-Bernard, 2011, p.173). Son évolution dans le temps a laissé des impacts significatifs dans les zones rurales ; c'est le cas des anciennes zones de production du sud du Congo. Deux grands épisodes ont marqué l'histoire de cette culture dans le sud du Congo : la période faste et la période de crise. A chaque période d'évolution de la culture du caféier, on a assisté à des mutations spécifiques. Quelles sont donc ces mutations ? La présente étude analyse les transformations qui ont eu lieu dans les anciennes zones de production du café, depuis son introduction jusqu'à nos jours, particulièrement dans les départements du Niari, de la Lékoumou et de la Bouenza.

1. Zone d'étude et méthodologie de la recherche

1.1. Cadre géographique de la zone d'étude

Le sud du Congo s'étend de Brazzaville à la côte atlantique (figure 1). D'une superficie de 100.000 km^2 (P. Vennetier, 1963, p.15), il est limité, au nord par le département des Plateaux, au sud par la République Démocratique du Congo et l'Angola, au sud-ouest par l'océan Atlantique, à l'ouest par le Gabon et à l'est par le fleuve Congo. Notre étude concerne trois départements : la Lékoumou, le Niari et la Bouenza (figure 2).

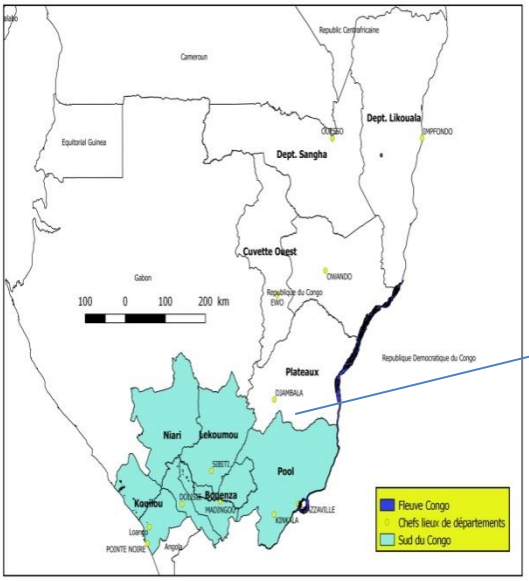


Figure 1 **: Localisation du sud-Congo dans l'espace congolais**

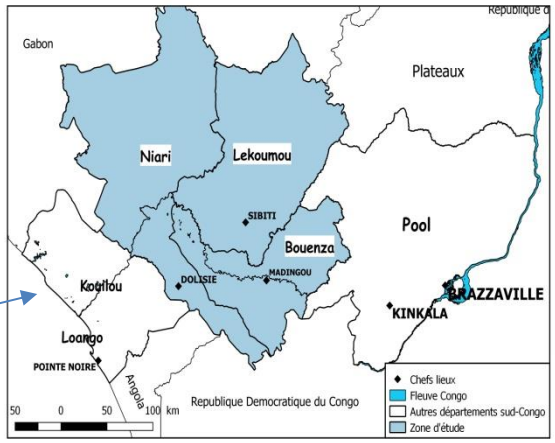


Figure 2 **: Localisation des départements de la Bouenza, de la Lékoumou et du Niari**

1.2. Méthodologie de la recherche

La collecte des données a été réalisée en deux volets : la recherche documentaire et les travaux de terrain. La recherche bibliographique s'est basée sur la consultation des documents disponibles dans les administrations, les rapports d'études et d'activités, les articles, les mémoires, les thèses et d'autres publications. Toutes ces sources nous ont permis d'avoir les informations sur les mutations rurales liées au développement des cultures de rente, en général, et celles du caféier, en particulier.

Les résultats du travail de terrain proviennent des données d'une enquête réalisée dans les départements de la Bouenza, du Niari et de la Lékoumou. Au total, 15 villages (Tableau 1) ont été sélectionnés selon les critères suivants : l'accessibilité des villages, la présence des vestiges de caféiers, la présence d'anciens planteurs ou de leurs descendants, ou encore leurs épouses ayant vécu dans les villages pendant l'époque du développement de la caféiculture. L'échantillon de 240 enquêtés a été retenu par choix raisonné. Il est réparti de la manière suivante : 65 anciens producteurs de café, 20 descendants et 13 épouses d'anciens planteurs, 142 producteurs de cultures vivrières.

Tableau 1 : Répartition des enquêtés par village et par département

Départements	Villages	Nombre d'enquêtés	Pourcentage
Bouenza	Tsiaki	15	6,25
	Tsomono	16	6,67
	Makaka	15	6,25
Lékoumou	Minguélé	16	6,67
	Mayéyé	17	7,08
	Matoto	16	6,67
	Ossiba	15	6,25
	Sibiti	19	7,92
	Mapati	15	6,25
	Komono	18	7,5
	Moutouala	13	5,41
	Zanaga	18	7,5
	Ogooué	13	5,41
Niari	Yaya	16	6,67
	Mossendjo	18	7,5
Total		**240**	**100**

Source : Enquête de terrain, 2019.

Neuf focus groups ont été organisés dans 9 villages, suivant la disponibilité des participants, et des personnes-ressources. L'outil de collecte de données utilisé est le questionnaire. Les données de terrain ont été traitées à partir de deux logiciels : SPSSv20 et Excel.

2. Résultats

Deux grandes périodes ont marqué l'histoire de la culture du caféier dans le sud du Congo : la période faste et la période de crise. Chacune de ces périodes a connu des mutations bien spécifiques.

2.1. Les mutations liées à la période faste

2.1.1. Le changement de pratiques culturales, le bouleversement de la division du travail et la transformation du paysage agricole

Avant l'introduction des cultures de rente, les populations rurales pratiquaient essentiellement les cultures vivrières (D. Ngoïe-Ngalla, 2010, p.208 ; G. Ngoulou, 2005, p.58 ; P. Vennetier, 1966, p.71). Une gamme variée de cultures était pratiquée parmi lesquelles le manioc (aliment de base des populations), la banane, le maïs, l'arachide, les courges, les légumes divers, la patate douce. Outre l'agriculture, la population pratiquait la chasse, la cueillette, le ramassage et la pêche. L'introduction du caféier a modifié la division du travail dans les ménages. En

effet, les hommes qui s'occupaient principalement de l'abattage des arbres sont devenus des agriculteurs à part entière. La recherche du gain a stimulé la production, et les hommes se sont accaparés des activités agricoles au détriment des femmes. Or, avant l'introduction du caféier, l'agriculture était essentiellement tenue par les femmes qui produisaient l'essentiel du vivrier consommé dans les ménages. La pratique de la caféiculture entraine l'occupation des terres, d'abord, autour des cases, ensuite, les terres à proximité des villages. Le paysage agricole se transforme progressivement jusqu'à être dominé par le caféier.

2.1.2. Le passage de l'agriculture d'autoconsommation à l'agriculture commerciale et l'amélioration des techniques agricoles

Dans les zones d'investigation, la production agricole se basait sur les cultures vivrières destinées à l'autoconsommation. L'introduction des cultures d'exportation a favorisé le développement de l'économie marchande. Dès lors, deux types de cultures cohabitent en milieu rural : d'une part, les cultures de subsistance et les cultures commerciales, d'autre part. Dans certains cas, l'agriculture vivrière était délaissée au profit des cultures de rente.

L'introduction du caféier s'est également accompagnée de l'amélioration des techniques de production agricole. Le choix et la préparation du terrain, la plantation, l'entretien et la récolte nécessitaient la maîtrise des techniques agricoles et des itinéraires techniques culturaux particuliers. Les techniques comme le piquetage et le respect des écartements, la trouaison, le semis, la taille, le séchage ont été pratiquées par les planteurs, grâce à l'appui technique des équipes de suivi et de vulgarisation mises en place par les colonisateurs.

2.1.3. L'ouverture des villages aux échanges commerciaux et le dynamisme de l'économie rurale

La culture du caféier a favorisé l'augmentation des échanges commerciaux et le dynamisme de l'économie des zones de production. Grâce au développement du café, des marchés ont été créés dans la majorité des villages pour faciliter la commercialisation.

Le café était collecté, d'abord, par l'Office National de la Commercialisation des Produits Agricoles (ONCPA), ensuite, par l'Office du Café et du Cacao (OCC) qui avait le monopole de la commercialisation de ces produits au Congo. Dans la plupart des villages, un hangar avait été construit où tous les producteurs déposaient leur production. Les agents de l'OCC passaient dans les différents villages selon un calendrier établi. Ils disposaient d'une balance, de sacs, pour le conditionnement, et d'un véhicule pour le transport du café. Chaque producteur, après avoir fait peser ses sacs de café, recevait un ticket mentionnant le poids et le montant à percevoir. Il se rendait ensuite à la caisse pour retirer son argent. L'OCC avait

également construit des entrepôts, pour stocker du café acheté auprès des paysans avant son transfert au port de Pointe-Noire. Les prix du kilogramme de café étaient fixés par l'Etat. La vente du café attirait des commerçants qui venaient proposer une gamme variée d'articles aux producteurs. Ainsi, les planteurs avaient la possibilité de s'approvisionner en certains biens sur place et à terme (Tableau 2).

Tableau n°2 : Les produits vendus sur les marchés locaux pendant la période faste

Désignation	**Noms des articles**
Produits manufacturés	Sel, sucre, allumettes, pétrole, conserves, aiguilles, savons, etc.
Matériaux de construction	Tôles, pointes, paumelles, serrures, cadenas, etc.
Equipements	Machettes, houes, machine à coudre et à moudre, etc.
Ustensiles de cuisine	Cuillère, fourchettes, assiettes, marmites, verres, seaux, cuvettes, etc.
Autres	Vêtements, chaussures, sandales, postes-radios, piles, etc.

Source : Enquêtes personnelles

La vente du café a également favorisé la circulation de l'argent dans les villages, l'émergence du commerce des marchands locaux et l'approvisionnement des ruraux en produits en provenance des centres urbains.

2.1.4. Le passage de l'habitat dispersé à l'habitat groupé et l'amélioration des habitations

La caféiculture a été l'un des facteurs du passage de l'habitat dispersé à l'habitat groupé. Le regroupement et l'installation des villages le long des routes principales ont été initiés par les colonisateurs, pour faciliter le recrutement de la main-d'œuvre, le suivi et la collecte de la production agricole, ainsi que de l'impôt. Dans la Lékoumou, par exemple, le regroupement a réduit le nombre de villages (394, dans les années 1970 et 92, en 1984).

Dans les anciennes zones de production de la culture du caféier de la Lékoumou, de la Bouenza et du Niari, plus de 40 % des planteurs ont affirmé que cette culture a amélioré leurs conditions de vie, notamment les habitations. Bien qu'on eût relevé la prédominance des maisons avec des murs en planches, en briques adobes et en pisé, les tôles galvanisées, utilisées pour les toits, avaient conquis le monde rural. Plus de 50 % des habitations avaient des toits en tôles (photos 1 et 2). Les paysans avaient la possibilité de les acquérir à terme.

Planche 1 : Habitations semi-modernes



Photo 1 : habitation avec des murs en pisé et un toit en tôles à Matoto (département de la Lékoumou). Les murs sont crépis et peints



Photo 2 : au premier plan, à droite, une case avec un mur en pisé et un toit en tôles ; en arrière-plan, une habitation avec des murs en briques adobes et un toit en tôles à Tsomono (département de la Bouenza). Les briques sont couvertes d'enduits en ciment.

(Prise de vues **:** R.G. Mouanda Niamba, 2019)

2.1.5. La monétarisation des échanges et la création des emplois en milieu rural

Le café a également introduit la monnaie en milieu rural. Avant l'introduction de cette culture, les paysans n'ignoraient pas les échanges. Les transactions se faisaient généralement sous forme de troc. Avec l'arrivée des cultures d'exportation, les colonisateurs ont introduit la monnaie en contraignant les populations à payer l'impôt. Le paysan, appelé, à l'époque « indigène », devrait produire les cultures de rente pour être capable de payer l'impôt. Le café représentait l'une des rares sources possibles d'argent liquide pour les populations. En dehors du paiement de l'impôt, principale contrainte employée par l'administration visant à stimuler la production en milieu rural, les Blancs créent d'autres besoins (consommation de produits manufacturés comme le sel, les vêtements, les lampes torches, le pétrole, le sucre, les radios, les piles, le savon, etc.) susceptibles de motiver « les indigènes » à produire davantage. Depuis lors, aucun échange commercial de biens ou de service ne peut se faire sans la monnaie. Par la culture du caféier, la quasi-totalité de la population active vivant dans les zones de production trouve des emplois.

Le café a aussi donné une identité aux producteurs de café, appelés « planteurs ».Ceux-ci se glorifiaient de ce titre parce qu'ils se considéraient comme les personnes les plus nobles des villages.

2.1.6. L'amélioration des revenus et du pouvoir d'achat des producteurs

A partir des quantités de café récoltées chaque année, le revenu moyen annuel estimé des planteurs se situait dans l'intervalle de 50000 à 75000 francs CFA par an, entre 1960 et 1985, soit 4166 à 6250 francs CFA par mois. Ces revenus, bien qu'étant faibles, permettaient aux producteurs de s'approvisionner en certains produits, matériaux et équipements. La vente de café permettait aux planteurs d'obtenir des revenus conséquents lors d'une campagne et de réaliser certains projets.

2.1.7. L'aménagement des voies de communication

Le développement de la production du caféier a entrainé l'aménagement des routes principales à l'intérieur des zones de production. Pour faciliter l'évacuation des matières premières agricoles, les pistes puis les routes ont été ouvertes en pleine forêt par les colonisateurs. Des ponts en bois furent aménagés sur certaines rivières. Les routes carrossables reliant Sibiti et Loudima, Sibiti-Komono-Yaya-Mossendjo, Sibiti-Zanaga, Sibiti-Mayéyé, Tsiaki-Mouyondzi, et bien d'autres sont l'héritage de la colonisation et de la mise en valeur du massif du Chaillu. Elles étaient également aménagées après l'indépendance par l'Etat congolais à travers les services d'appui aux cultures de rente. Quelques ponts et pistes existent encore jusqu'aujourd'hui.

2.2. Les mutations liées à la crise caféière

Depuis les années 1980, l'arrêt de l'achat du café par l'OCC et le désengagement de l'Etat dans l'organisation de cette filière a eu pour conséquence immédiate l'abandon de cette culture dans toutes les zones de production. Cette situation est à l'origine d'importantes transformations en milieu rural.

2.2.1. La faible ouverture des villages aux échanges commerciaux

La plupart des villages de la zone d'étude sont peu fréquentés depuis plus de 30 ans. De très faibles flux de véhicules et autres moyens de transport (moto par exemple) ont été constatés à l'intérieur des anciennes zones caféières. Cette même situation a été constatée entre ces zones et les autres localités comme Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Nkayi, Madingou, Loutété, Loudima.

Les enquêtes, au niveau des gares routières de Sibiti, Mayéyé, Komono et Zanaga ont permis de constater de faibles échanges commerciaux à l'intérieur du département de la Lékoumou, par exemple. Il y a de très faibles transactions entre la Lékoumou et les Plateaux, par Zanaga. De même, les transactions entre la Lékoumou et le Niari, par Komono, sont limitées, malgré

la proximité de Komono par rapport à Yaya. Peu de véhicules en provenance de Nkayi, Madingou, Loudima, Dolisie, Pointe-Noire et Brazzaville desservent Sibiti, en dépit du bitumage de la route.

On note également une faible circulation de véhicules entre Pointe-Noire et Mossendjo ou entre Pointe-Noire et Yaya. Les véhicules desservent ce tronçon 1 ou 2 fois seulement par semaine. Cette situation est aggravée par le mauvais état de la route, entre Dolisie et Mossendjo. La faible attraction de la région se matérialise par la faible fréquence de desserte du train. Le train « Mbinda » qui continue de desservir cette région, entre Pointe-Noire et Mossendjo, n'effectue généralement qu'un seul voyage par semaine.

De même, dans les gares routières, de faibles flux ont été notés entre le district de Tsiaki (principale zone caféière de la Bouenza) et les localités comme Pointe-Noire, Brazzaville, Dolisie, Nkayi, Mouyondzi, Madingou, Bouansa. Le transport voyageur sur ces tronçons est insignifiant.

2.2.2. La chute des revenus et du pouvoir d'achat des familles

L'absence de statistiques fiables, dans le domaine agricole, empêche de faire des analyses fines sur l'évolution des revenus des populations vivant dans les anciennes zones caféières du sud-Congo, mais nos enquêtes de terrain, précisément les interviews auprès d'anciens planteurs donnent une idée sur la variation de leurs revenus depuis la période faste jusqu'aujourd'hui. Dans tous les villages enquêtés, quasiment tous les anciens planteurs, affirment que leur revenu monétaire a baissé depuis l'arrêt de l'achat du café. Il est difficile, pour eux, de trouver une alternative susceptible de leur procurer de l'argent comme le café.

Actuellement, les alternatives adoptées par les populations n'arrivent pas à résoudre les problèmes de revenus. Les cultures vivrières ne rapportent pas de revenus substantiels aux producteurs. Les revenus moyens en agriculture vivrière sont estimés à 136 500 FCFA par an, soit 11 375 F CFA en moyenne par mois. Ces revenus sont très faibles et ne permettent pas aux agriculteurs de satisfaire à leurs besoins. Leur pouvoir d'achat est en effet très faible.

Aussi ne faut-il pas perdre de vue que ce montant de 136 500 FCFA n'est pas perçu en une seule fois. En ce qui concerne le manioc, par exemple, il est difficile (sauf dans le cas des villages accessibles), pour un ménage rural, de vendre le manioc de 10 000 FCFA en une seule fois, par manque de clientèle et à cause de la pénibilité dans le processus de sa fabrication.

Les revenus des producteurs d'autres cultures vivrières, telles que la banane, sont également faibles à cause de l'exigüité des espaces cultivés. Les enquêtes de terrain ont montré que le

revenu net d'un producteur moyen (ayant une superficie d'un demi-hectare) de bananes est estimé à 141 500 FCFA par an, soit 11 791 FCFA en moyenne par mois. Comme dans le cas du manioc, ce montant n'est pas perçu en une seule fois à cause du manque d'acheteurs fidèles.

2.2.3. Des zones rurales peu attrayantes et un important exode rural des jeunes

Toutes les anciennes zones caféières du sud-Congo se caractérisent par leur faible attractivité. Dans ces zones, le taux moyen des migrants est de 5,64 %. Mais, il varie, selon les localités, entre 1,5 et 21 %. Ce taux est élevé à Sibiti et dans les chefs-lieux de district. En revanche, il est faible (inférieur à 2 %) dans la plupart des villages alors qu'il avoisinait 20 % dans la majorité des localités, pendant la période faste de la caféiculture.

Le mariage est la cause principale de l'arrivée des personnes allochtones dans les villages. Il représente 96 % des motifs des migrations. Les causes économiques des migrations représentent à peine 1 % et les autres causes, 3 %. Les villages ont perdu leur dynamisme et leur pouvoir attractif du fait du recul des activités économiques. Les commerçants et leurs familles ont quitté les villages depuis le début de la crise caféière.

Depuis la fermeture de l'Office du Café et du Cacao, l'agriculture n'attire plus les jeunes hommes. Les jeunes sont donc sans emploi. Ils sont obligés de quitter les villages pour les grandes villes ou les chefs-lieux de départements. Ils s'y rendent dans le but d'avoir les emplois dans les entreprises.

2.2.4. La dégradation des conditions de vie de la population rurale

Les faibles revenus et l'étiolement du pouvoir d'achat des planteurs ont pour effet la dégradation des conditions de vie en milieu rural. Cela se matérialise par la qualité des habitations. Dans tous les villages d'anciens producteurs de café, la qualité des habitations s'est dégradée. On note de plus en plus des habitations construites en matériaux précaires. La majorité des habitations en milieu rural a des toits en paille, alors qu'il y a 30 ans, la situation était différente. Les photos 3 et 4 présentent l'état des habitations à Tsomono (département de la Bouenza) et Ogooué (département de la Lékoumou).

Planche 2 : Etat des habitations dans les anciennes zones de production du caféier



Photo 3 : habitations en matériaux précaires à Tsomono



Photo 4 : habitation délabrée, construite il y a environ 20 ans à Ogooué

(Prise de vues, R.G. Mouanda Niamba, 2019)

Ces deux photos montrent la qualité des habitations à Tsomono et Ogooué. Ces habitations sont construites en matériaux peu durables (gaulettes, terres battues, tuiles végétales et paille).

2.2.5. La reconversion des hommes aux activités traditionnelles

La chute des revenus des hommes, liée à l'abandon de la caféiculture, a engendré la reconversion de certains hommes aux activités traditionnelles abandonnées lors de l'introduction des cultures de rente. Le chômage, le sous-emploi, le manque d'alternative fiable entraîne les hommes à recourir à la chasse pour subvenir aux besoins des ménages. Cette situation s'aggrave aujourd'hui avec la forte consommation de gibiers dans les villes. Dans le Sud-Congo, le braconnage des espèces protégées s'est accentué malgré la mise en place d'aires protégées et la création des Unités Forestières d'Exploitation (UFE).

La chasse est la deuxième activité pratiquée dans la majorité des villages, après l'agriculture. La vente de viande est la source de revenus la plus importante des ménages, dans certains villages. Dans les districts de Zanaga, Komono, Bambama, Yaya et Sibiti, la chasse est non seulement une source importante de protéines animales, mais aussi procure des revenus substantiels aux chasseurs.

La cueillette occupe également une place non négligeable dans l'économie des anciennes zones de production du caféier grâce à la présence de la forêt. Les principaux produits de la cueillette sont les Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) : *Gnetum*, appelé localement « Mfumbu », feuilles des marantacées, appelées « Makassakuanga ». Ces deux produits de cueillette destinés à la commercialisation constituent les principales sources de revenus des femmes autochtones. Ces dernières reçoivent des commandes des commerçants venant des grands centres de consommation (Pointe-Noire, Dolisie, Nkayi, etc.).

Les champignons comestibles et la récolte de vin de palme sont également des sources de revenus non négligeables pour les populations.

2.2.6. L'absence de marchés organisés dans tous les villages

Dans tous les villages étudiés, il n'y a plus de marché organisé. Or, nous avons vu plus haut que la vente des produits de rente, pendant la période faste, attirait les commerçants qui proposaient une panoplie d'articles aux producteurs. On assiste aujourd'hui à une situation inverse. Dans la plupart des villages, il n'y a même pas de boutique. Les populations doivent se rendre au chef-lieu de district pour s'approvisionner en produits de première nécessité tels que le sucre, le sel, le savon, les vêtements, l'huile, etc. De même, ils ne peuvent plus s'approvisionner sur place en matériaux de construction comme le ciment, les tôles, les pointes. Pour vendre les produits vivriers (manioc, arachide, banane, etc.), une table de fortune, en guise d'étal est placée devant la parcelle où sont exposés ces produits.

2.2.7. L'adoption des cultures vivrières, le rôle important des femmes dans les exploitations agricoles et le changement du paysage agricole

L'abandon de la culture du caféier a transformé le paysage rural. Aujourd'hui, la cartographie agricole des anciennes zones de production présente une situation très différente. Les espaces, jadis occupés par les caféiers sont utilisés pour la production des cultures vivrières. Les principales cultures pratiquées sont le manioc et le bananier. Plusieurs autres cultures sont pratiquées en association avec le manioc. C'est le cas de l'arachide, le maïs, les courges et les légumes divers. Le bananier a quasiment remplacé les caféiers derrière les habitations (photos 5 et 6).

Planche 3 : Bananiers en remplacement des caféiers derrière les cases



Photo 5 : Bananiers en remplacement des caféiers derrière les habitations à Mapati (département de la Lékoumou)
(Prise de vue, R.G. Mouanda Niamba, 2018)



Photo 6 : Bananiers en remplacement des caféiers derrière les habitations à Tsomono (département de la Bouenza)
(Prise de vue, R.G. Mouanda Niamba, 2019)

La photo 5 est une illustration des bananiers qui ont été plantés dans les espaces longtemps occupés par les caféiers. La photo 6 présente, à l'inverse, les bananiers avec quelques pieds de caféiers derrière les habitations. Ces pieds de caféiers sont en fait les repousses de vieux plants de caféiers coupés au début de la crise caféière.

Avec l'abandon de la caféiculture, la femme rurale joue un rôle important dans la production agricole. Elle produit principalement le manioc, l'arachide et le maïs destinés à l'autoconsommation et la commercialisation. Actuellement, les hommes pratiquent essentiellement la culture du bananier sur de petites surfaces de moins d'un demi-hectare en moyenne. Les femmes sont devenues de véritables agents économiques dans les circonstances actuelles marquées par la baisse des revenus des hommes. Or, pendant la période faste, la femme rurale produisait pour l'autoconsommation. La culture commerciale était réservée aux hommes qui avaient la charge de faire face à la quasi-totalité des dépenses des ménages.

3. Discussion

La discussion des résultats s'articule autour de deux aspects parmi lesquels les bienfaits de la période faste et les conséquences de la crise des cultures de rente.

3.1. Les bienfaits de la période faste des cultures de rente

Cette étude révèle que la caféiculture a favorisé l'amélioration des revenus des producteurs ainsi que leurs conditions de vie, la monétarisation des échanges, l'aménagement des routes, le développement des activités commerciales, etc. Ces effets positifs des cultures de rente ont été constatés dans d'autres contextes agroécologiques. Au Ghana et en Côte-d'Ivoire, X. de Planhol (1947, p.53) affirme que le cacao améliorait le niveau matériel des planteurs en Côte-d'Ivoire et surtout en Gold Coast (Ghana) où le revenu par tête d'habitant était égal à celui de bien des pays d'Europe de l'Est. Au Togo, B. Antheaume (2007, p.162) indique que la caféiculture a favorisé l'émergence d'un petit capitalisme endogène noir, possédant et valorisant la rente foncière optimisant la force de travail disponible, appelant (et souvent exploitant) une main-d'œuvre extérieure, originaire tant du Togo que de la Gold Coast, mais créant aussi de la valeur ajoutée. Au nord du Congo, les travaux de H.P. Ndey Ngandzo (2017, p.10) ont révélé que les cultures de rente (caféier, palmier à huile, cacao et tabac) sont le moteur de la monétarisation de l'économie et ont été à l'origine des mutations économiques, sociales, démographiques, agricoles, foncières, spatiales, environnementales, culturelles, de l'habitat rural et surtout du rôle de la femme au sein des unités de production paysannes. M. Lesourd (1997, p.366) pour sa part, montre que la hausse presque continue des cours, durant plus de deux décennies (1960-1982), avait très fortement incité les paysans

ivoiriens, burkinabès, maliens, nigérians, camerounais à créer des plantations arbustives. Petits et grands planteurs de Côte d'Ivoire, du Ghana, du Cameroun ont ainsi créé et organisé de nouveaux terroirs, contribué à la modernisation des campagnes (scolarisation des enfants, infrastructures de communication, naissance et développement de bourgs ruraux, croissance des villes préexistantes). Selon S.H. Zagbaï, F. Berti et P. Lebailly (2006, p.327), les cultures de rente ont également contribué à l'amélioration des connaissances techniques des producteurs, la réduction du niveau de pauvreté, l'amélioration de l'habitat rural. Elles facilitent la mobilité paysanne, participent à la création d'emplois en milieu rural, améliorent le niveau d'alphabétisation, participent à l'amélioration du niveau de santé, et l'amélioration de la situation sociale de la femme.

3.2. Les conséquences de la crise des cultures de rente

La crise caféière a profondément bouleversé les anciennes zones de production situées au sud-Congo. Plusieurs autres auteurs sont parvenus aux mêmes résultats. G.H. Fongang Fouepe (2008, p.8) montre que depuis la chute de la production du café causée par la baisse des prix de ce produit, de nouveaux systèmes de production ont émergé (maraîchage, maïs, bananier plantain, etc.), mais sont incapables de procurer les revenus décents et la sécurisation qu'offrait la caféiculture. M. Tano Assi (2012, p.1) fait remarquer que la crise cacaoyère de la fin de la décennie 1970 a profondément bouleversé les stratégies de survie des producteurs. Elle s'est manifestée par la rareté des facteurs de production (la terre et le travail), la diminution de la production et du revenu, la transformation du milieu écologique et la baisse de la pluviométrie. H. Guetat-Bernard (2011, p.167) affirme que dans un contexte de crise des cultures d'exportation, les femmes rurales et les paysannes se sont engagées dans une « révolution silencieuse » caractérisée par leur forte implication dans les nouvelles organisations paysannes, la mise sur le marché des produits vivriers, la reconquête de terres au détriment des cultures de rente et des terres en pâturage et une nouvelle position dans l'économie locale. En conclusion, alors que les revenus des hommes sont en forte baisse, ceux des femmes s'améliorent. La chute des revenus des planteurs a pour conséquence immédiate la dégradation de la qualité des habitations en milieu rural (H.P. Ndey-Ngandzo, 2017, p.175). Pour faire face à la chute des prix des produits de rente, les populations ont adopté le vivrier marchand (L. Uwizeyimana, 2009, p. 332 ; H.P. Ndey-Ngandzo, 2017, p.154). L'abandon des cultures de caféier, cacaoyer, palmier à huile et tabac qui constituaient les principales sources de revenus monétaires des populations a pour impact le dépeuplement des anciennes zones de

production. Celui-ci est causé par l'exode rural et l'émigration (H.P. Ndey-Ngandzo, 2017, p.174).

Conclusion

La culture du caféier a induit des effets significatifs dans les anciennes zones de production du sud-Congo. Le café a été le moteur de la vie socio-économique de la majorité des villages. Pendant la période faste, il a participé à la modification des pratiques culturales, à la dynamisation de l'économie et des zones de production, à la transformation du paysage et de l'habitat. Grâce à cette culture, les producteurs avaient la capacité de s'approvisionner en produits de première nécessité (sucre, pétrole, sel, huile, savon) et autres articles) sur place dans les villages. Les planteurs ont amélioré leurs conditions de vie avec les revenus générés par la vente du café. Cependant, depuis la fermeture de l'OCC, dans les années 1980, les paysans ont abandonné cette culture. Cet abandon s'est accompagné de plusieurs mutations dont les plus importantes sont : la transformation du paysage agricole dominé par les cultures vivrières ; les faibles revenus et pouvoirs d'achat des populations ; l'exode rural ; le rôle important des femmes dans les exploitations agricoles, la dégradation des conditions de vie de la population, le faible pouvoir attractif des milieux ; le faible dynamisme de l'économie rurale ; la paupérisation des populations rurales. Les programmes de relance des cultures de rente, dans le pays, doivent tirer les leçons des échecs du passé, pour pérenniser la filière des cultures de rente au Congo.

Références bibliographiques

ANTHEAUME Benoît, 2007, *Le café au Togo, Chronique d'une émergence de la modernité rurale (1920-1960)*, ed. Revues Etudes rurales [En ligne], (page consultée le 20/08/2020), https://journals.openedition.org/etudesrurales/8547.

CHALÉARD Jean-Louis, 2003, « Cultures vivrières et cultures commerciales en Afrique occidentale : la fin d'un dualisme ? », *Éditions du Temps*, p. 267-292.

FONGANG FOUEPE Guillaume Hensel, 2008, Les mutations du secteur agricole bamiléké (Cameroun) étudiées à travers ses acteurs : une analyse à partir des localités de Fokoué et de Galim, Thèse de doctorat, Paris, AgroParisTech, 414 p.

FRANQUEVILLE André, 1984, « La population rurale africaine face à la pénétration de l'économie moderne : le cas du sud-Cameroun », *Les choix de modernités*, p.433-445.

GUETAT-BERNARD Hélène, 2011, « Culture du café et transformations des rapports de genre en pays bamiléké au Cameroun », *Du grain à moudre*, p.167-188.

LESOURD Michel, 1997, « Dynamiques rurales et foncières dans le monde rural africain », Paris, *Éditions du temps*, p. 41-88.

NDEY NGANDZO Pépin Hippolyte, 2017, *Mutations rurales dans les anciennes zones de production des cultures de rente au nord-Congo*, Thèse de Doctorat, Université Marien Ngouabi, 328 p.

NGOÏE-NGALLA Dominique, 2010, *Les royaumes*, Histoire générale du Congo : des origines à nos jours, p.194-211.

NGOULOU Gaston, 2005, *Le développement communautaire à Komono*, Mémoire pour l'obtention du brevet de l'ENAM, Brazzaville, Université Marien NGOUABI, 81 p.

PLANHOL Xavier, 1947, « Le cacao en Côte-d'Ivoire : étude de géographie régionale », *l'Information géographique*, p 50-57.

TANO ASSI Maxime, 2012, *Crise cacaoyère et stratégies des producteurs de la sous-préfecture de Méadji au sud-ouest ivoirien*, Thèse de doctorat, Toulouse, Université de Toulouse 2, 361 p.

VAMENA Bernard, 1982, « Les conséquences de l'introduction d'une culture de rente et d'une culture attelée sur la position de la femme Wolof à Saloum », *Tiers-Monde*, p.603-616.

VENNETIER Pierre, 1963, *Les Hommes et leurs activités dans le nord du Congo Brazzaville*, Bordeaux, 296 p.

VENNETIER Pierre, 1966, *Géographie du Congo Brazzaville*, Paris, GAUTHIER-VILLARS, 170 p.

ZAGBAÏ Sery Hubert, BERTI Fabio, LEBAILLY Philippe, 2006, « Évaluation de l'impact du coton sur le développement, Cas de la région de Korhogo au Nord de la Côte d'Ivoire », Gembloux, *Biotechnol. Agron. Soc. Environ*, p.325-334.